

PRÉSENTS :

M. Jean-Noël Vallière, B.Sc. (Écon.)
M^e Marc-André Patoine, B.A., LL.L
M. François Tanguay
Régisseurs

Hydro-Québec

Demanderesse

et

**Liste des intervenants dont les noms apparaissent à la page
suivante**

Intervenants

*Décision concernant l'approbation pour la reconduction d'un
programme commercial « Services à l'implantation des
électrotechnologies (SIE) ».*

Liste des intervenants :

- Action Réseau consommateur et Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale (ARC/FACEF);
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ);
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI);
- Option Consommateurs (OC);
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM);
- Stratégies Énergétiques et Groupe STOP (S.É./STOP).

1. INTRODUCTION

Le 28 septembre 2000, Hydro-Québec, dans ses activités de «distributeur d'électricité», dépose devant la Régie de l'énergie (la Régie) une demande pour obtenir l'approbation pour la reconduction du programme commercial «Services à l'implantation des électrotechnologies (SIE)».

Les conclusions recherchées par Hydro-Québec s'énoncent comme suit :

*« **APPROUVER** par une décision à être rendue en cours d'instance, en temps opportun, la prolongation provisoire du programme commercial appelé « Service à l'implantation des électrotechnologies », suivant les mêmes termes et conditions et à même les budgets existants, à compter du 1^{er} janvier 2001 jusqu'à la décision finale à être rendue par la Régie sur la présente demande ;*

***APPROUVER** la reconduction du programme commercial appelé « Services à l'implantation des électrotechnologies » de la demanderesse tel que décrit à la pièce **HQ-2** ;*

***AUTORISER** la demanderesse à amortir sur une période de cinq (5) ans, comme frais reportés, les coûts du programme reconduit tels que plus amplement décrits à la section 4.4.4 de la pièce **HQ-2, Document 1**, tout solde non amorti étant inclus à la base de tarification. »*

Le 10 novembre 2000, la Régie informe les intéressés de son intention de procéder à l'étude de la demande sur dossier, à moins qu'une des parties ne requière d'être entendue oralement.

Le 16 novembre 2000, la Régie statue sur la tenue d'une audience publique en février 2001, étant donné que plusieurs intéressés ont soulevé des questions qui seront mieux traitées lors d'une audience orale.¹

Le 7 décembre 2000, la Régie approuve, conformément à la première conclusion recherchée dans la requête, la prolongation provisoire du SIE, suivant les mêmes termes et conditions et à même les budgets existants, tel que proposé par la demanderesse, à compter du 1^{er} janvier 2001 jusqu'à décision finale.²

¹ Décision D-2000-212, 16 novembre 2000, page 3.

² Décision D-2000-220, 7 décembre 2000, page 5.

Le 12 décembre 2000, la Régie accorde le statut d'intervenant à sept parties intéressées et précise que l'étude du présent dossier se limite au programme commercial SIE d'Hydro-Québec.³

Les 14 et 15 décembre 2000, la Régie reçoit les demandes de renseignements de ARC/FACEF, CERQ, FCEI, OC, RNCREQ et le 20 décembre 2000, celles de S.É./STOP relativement à la preuve d'Hydro-Québec.

Le 21 décembre 2000, la Régie reçoit, à l'exception de quelques unes, les réponses d'Hydro-Québec à ses demandes de renseignements ainsi qu'à celles des intervenants. Hydro-Québec informe la Régie que les réponses à certaines questions lui parviendront le 12 janvier 2001 alors que d'autres ne seront disponibles que le 8 février 2001, jour de l'audience.

Le 22 janvier 2001, soit 10 jours après la date limite, la Régie reçoit le rapport d'expertise de M. Louis F. Monier à titre de preuve principale de S.É./STOP. L'intervenant précise qu'un complément de preuve pourrait être déposé, si certains des renseignements demandés à Hydro-Québec devenaient disponibles.

Le 31 janvier 2001, la Régie rejette la demande de S.É./STOP d'enjoindre à Hydro-Québec de répondre à certaines de ses demandes de renseignements.⁴

Le 6 février 2001, la Régie demande à Hydro-Québec de lui fournir des informations supplémentaires et de les déposer dès le début de l'audience.

L'audience a lieu le 8 février 2001. Le distributeur et l'intervenant S.É./STOP sont les seuls à faire entendre des témoins.

³ Décision D-2000-221, 12 décembre 2000, page 9.

⁴ Décision D-2001-29, 31 janvier 2001, page 7.

2. PREUVE D'HYDRO-QUÉBEC

Le programme Services à l'implantation des électrotechnologies phase 2 (SIE-2) est une prolongation du programme existant SIE phase 1 (SIE-1) dont le démarrage se situe au début de 1998. Hydro-Québec indique qu'elle a des activités reliées à l'implantation des électrotechnologies depuis 1985.

Marché visé

Le programme à l'étude vise à augmenter les ventes du distributeur et s'adresse aux clients industriels ayant souscrit aux tarifs M, G et G9. Pour être admissibles, les électrotechnologies doivent être utilisées principalement pour la fabrication, l'assemblage, la transformation ou le traitement de produits, de denrées ou de matières.

« Cette clientèle, à la différence de la grande entreprise, dispose de ressources plus limitées, tout particulièrement sur le plan technique. Elle en apprécie d'autant plus l'assistance d'Hydro-Québec, notamment lorsque la réalisation d'essais ou l'avis d'une expertise plus poussée sont requis pour confirmer le bien fondé d'un projet. »⁵

Pour les clients, les principaux avantages des électrotechnologies sont l'amélioration de la qualité du produit et de la productivité, une diminution des rejets, le développement de nouveaux produits et marchés ainsi que l'utilisation plus efficace de l'énergie.⁶

Les services offerts

Le programme comporte deux volets dont le premier consiste en une aide technique reliée au montage du projet. Il comprend les services suivants :

- une étude d'opportunité : cette étude, dont les frais sont assumés entièrement par Hydro-Québec, fournit les paramètres technico-économiques concernant l'électrotechnologie considérée;
- des essais et expertises : cette aide consiste à évaluer les paramètres techniques requis à la suite de l'étude d'opportunité. Hydro-Québec accepte de défrayer les coûts jusqu'à concurrence de 12 500 \$ et de partager les frais à parts égales avec le client pour la tranche 12 500 - 35 000 \$. Tout excédent est aux frais du client;
- une étude de faisabilité : cette étude permet de préciser les paramètres du projet et Hydro-Québec assume 50 % des premiers 7 500 \$.

⁵ Pièce HQ-2, Document 1, page 5.

⁶ Pièce HQ-4, Document 1, page 4.

Le deuxième volet a trait au démarrage du projet et prend la forme d'une garantie de prêt pouvant atteindre 750 000 \$.⁷

Le programme prévoit qu'au besoin, des études et des essais sont réalisés au Laboratoire des technologies électrochimiques et des électrotechnologies (LTÉE).⁸

Durée et objectifs de vente

Le programme proposé a une durée de 2 ans et Hydro-Québec justifie ce choix en indiquant que cette période a été retenue pour « (...) pouvoir s'ajuster rapidement et pour se synchroniser (...) avec la prochaine cause (tarifaire) du distributeur (...).⁹

Hydro-Québec indique clairement qu'il s'agit d'un programme de vente qui est dans ses intérêts puisqu'il lui permet de « (...) réduire ses coûts unitaires de distribution et (...) rentabiliser davantage ses installations. »¹⁰ L'objectif de vente a été fixé à 250 projets pour la durée du programme et à 300 GWh additionnels par année.

«Les projets d'électrotechnologies sont de tailles variables. Nous estimons qu'en moyenne, ils généreront une consommation annuelle de l'ordre de 1,2 GWh. Plus d'une centaine de nouvelles implantations d'électrotechnologies dans des secteurs d'activités économiques aussi variés que ceux du bois, des aliments et boissons et des produits métalliques pourraient donc être associées à ce programme sur une base annuelle. Ces estimations sont conformes à l'expérience vécue. »¹¹

Le programme vise à favoriser des applications industrielles de l'électricité et ne s'applique nullement aux systèmes de chauffage dans les commerces et les institutions. Hydro-Québec maintient qu'il y a relativement peu de projets d'électrotechnologies qui déplacent d'autres formes d'énergie. La principale application où la concurrence existe est celle du séchage du bois.¹²

Les revenus

Dans son étude de rentabilité, Hydro-Québec précise que « (...) par mesure de conservatisme, seulement 85 % des ventes sont créditées au programme et, par conséquent,

⁷ Pièce HQ-4, Document 1, pages 7 à 10.

⁸ Pièce HQ-2, Document 1, p. 8.

⁹ Notes sténographiques (NS), volume 1, page 65.

¹⁰ Pièce HQ-2, Document 1, page 1.

¹¹ Pièce HQ-2, Document 1, page 6.

¹² NS Pièce HQ-2, Document 1, page 6.

¹² NS, volume 1, pages 133 et 134.

le calcul des revenus est effectué sur 255 GWh de ventes additionnelles. »¹³ De plus, les revenus sont estimés en maintenant les tarifs à leur niveau actuel.¹⁴

Les coûts

Pour la période 2001-2004, Hydro-Québec traite séparément les coûts de transport et les coûts de fourniture. Ainsi, dans sa requête, elle indique que les coûts de transport sont réputés nuls à court terme. Il lui apparaît, compte tenu de la capacité disponible au niveau de son réseau de transport, qu'aucune variation de la facture de transport ne sera attribuable à ce programme.¹⁵ Hydro-Québec ajoute que sa position est également motivée par le fait que les projets sont dispersés sur l'ensemble du territoire et que les ventes additionnelles moyennes par projet sont mineures. Ainsi,

*« (...)un transformateur, qui aurait une capacité de quarante (40) MVA, bien cette charge-là (1,2 GWh) va représenter près de point cinq pour cent (0,5 %) de la capacité de ce transformateur-là. Donc il est évidemment un peu difficile, dans ce cas-là, de mesurer l'impact spécifique de cette charge-là au niveau de ce transformateur-là. »*¹⁶

Pour ce qui est des coûts de fourniture, Hydro-Québec indique que, jusqu'en 2004, le programme est alimenté par l'électricité patrimoniale¹⁷ et que le coût de fourniture correspond au coût moyen payé par le distributeur modulé pour tenir compte de la catégorie tarifaire, du facteur d'utilisation et du niveau approprié de pertes. Ainsi, à l'année 2000, le coût de fourniture est établi en moyenne à 3,33 ¢/kWh pour les électrotechnologies implantées chez un client au tarif M. Le coût correspondant est de 3,61 ¢ pour les clients au tarif G et de 6,26 ¢ pour ceux au tarif G9.¹⁸

Pour la période qui suit, soit de 2005 à 2008, les coûts de transport et de fourniture sont traités conjointement. Hydro-Québec rappelle qu'au-delà des 165 TWh d'énergie patrimoniale, soit à partir de 2005, elle devra procéder par appels d'offres pour combler ses besoins. Selon elle, la meilleure approximation du prix de marché combiné de la fourniture et du transport est constituée par la somme des coûts actuels de la fourniture et du transport.¹⁹ En audience, elle a expliqué ainsi sa position :

¹³ Pièce HQ-2, Document 1, page 14.

¹⁴ Pièce HQ-3, Document 1, page 17.

¹⁵ Pièce HQ-2, document 1, page 16.

¹⁶ NS, volume 1, page 27. MVA signifie mégavolts-ampères.

¹⁷ La Loi sur la Régie de l'énergie prévoit à l'article 52.2 que « le volume de consommation patrimoniale annuelle correspond aux volumes de consommation des marchés québécois jusqu'à concurrence de 165 térawattheures. » Le coût de l'énergie patrimoniale est établi à 2,79 ¢/kWh.

¹⁸ Pièce HQ-3, Document 1, page 7.

¹⁹ Pièce HQ-2, Document 1, page. 16.

« Ce qui est sûr au moment où on se parle, c'est qu'on ne sait pas à quel prix va (...) découler de cet appel de propositions-là. On ne sait pas non plus où vont se localiser ces projets-là, et selon leur localisation, il pourrait y avoir beaucoup de coûts de transport ou pas beaucoup de coûts de fourniture, ou l'inverse.

(...) Alors, ne sachant pas précisément de quel genre de projet et (...) n'ayant pas beaucoup d'expérience, ici, c'est ce qu'on appelle un « educated guess » (...) à l'effet que la somme de ce qu'on a utilisé de, ce qu'on a comme référence au moment où on se parle, à savoir le tarif de fourniture qui est dans la loi, c'est une référence, elle est là, elle est solide, 2,79 ¢ on l'utilise pour faire nos analyses économiques et le coût de transport qui est notre proposition en fait devant la Régie, qui sera ou pas endossée éventuellement, ce qu'on dit, c'est que, ça, c'est une référence pour tout le monde, pour tous les joueurs, à un moment donné. »²⁰

Hydro-Québec reconnaît qu'il y a des coûts de devancement mais que, étant donné que les charges additionnelles sont très petites, ils ne seraient pas nécessairement d'une année « (...) ça pourrait être quelques mois ou quelques semaines. »²¹

Malgré l'incertitude concernant le coût des approvisionnements à partir de 2005, Hydro-Québec maintient que ses hypothèses sont relativement robustes. Elle a procédé à des études de sensibilité qui indiquent que le programme demeure rentable même si le coût combiné de la fourniture et du service de transport était augmenté de 10 % ou si on augmentait de 20 % le coût de la fourniture en laissant celui du transport inchangé, ou inversement, en laissant celui de la fourniture inchangé et en augmentant de 20 % celui du transport.²²

Dans son estimation des coûts en distribution, Hydro-Québec indique, comme elle l'a fait pour les coûts de transport, qu'elle dispose d'une certaine marge de manœuvre et que les charges additionnelles sont petites et dispersées sur l'ensemble du territoire. Elle maintient que les lignes alimentant les petites et moyennes entreprises ont des capacités de l'ordre de 10 MVA et que la charge additionnelle résultant de l'implantation d'une électrotechnologie peut correspondre à 2 ou 3 % de la capacité de ces lignes.²³ Les coûts en distribution sont exprimés sous la forme d'un coût annuel calculé selon la méthode des annuités croissantes.

Le programme entraîne aussi ce qu'Hydro-Québec qualifie de « coûts du programme » reliés au volet montage des projets. Ceux-ci sont estimés à partir de l'expérience acquise dans le cadre du programme SIE-1 et comprennent :

²⁰ NS, volume 1, pages 103 et 104.

²¹ NS, volume 1, page 131.

²² NS, volume 1, page 105.

²³ NS, volume 1, page 27.

- les coûts variables des services offerts aux clients;
- les coûts fixes de gestion, de promotion et de commercialisation;
- les dépenses fixes de suivi et de soutien.

Les estimations présentées par Hydro-Québec s'élèvent à 6,6 M\$ courants, répartis comme suit : 2,9 M\$ en 2001, 3,2 M\$ en 2002 et 0,5 M\$ en 2003. Ces coûts sont traités comme des frais reportés et amortis linéairement sur 5 ans.²⁴

Finalement, des coûts sont reliés aux pertes sur les certificats de garantie émis dans le cadre du programme. Hydro-Québec prévoit en émettre pour un montant maximal de 50 M\$ et estime le taux de perte annuel à 4 % du solde non amorti du capital garanti, soit des coûts de 6,2 M\$ sur la période. Hydro-Québec considère que son estimation est conservatrice puisque dans les organismes parapublics qui offrent des garanties semblables, on constate plutôt un taux de perte annuel qui varie de 2,7 à 3 %. Le coût de gestion s'élève à 714 000 \$ et porte le total des coûts pour les garanties de prêts à 6,9 M\$.²⁵

Le programme ne comporte aucun rabais tarifaire ni aucune subvention directe.

Le taux de rendement interne (TRI)

L'étude de rentabilité économique et celle sur l'impact tarifaire portent sur la période 2001-2008. Cette période d'analyse tient compte du fait qu'il peut s'écouler près de deux ans entre les premiers contacts avec un client et l'implantation des électrotechnologies. Hydro-Québec a également tenu compte du fait que les coûts du volet montage des projets sont inscrits aux frais reportés sur une période de cinq ans et que ses garanties de prêt portent généralement sur une période de six ans.²⁶

L'ensemble des revenus et des coûts mentionnés précédemment sont traités au tableau annexé à la requête du distributeur et donnent un taux de rendement interne (TRI) de 26 %.²⁷ Hydro-Québec indique également que le point mort est atteint avec des ventes de seulement 120 GWh par rapport à l'objectif du programme fixé à 300 GWh, soit la réalisation de 100 projets au lieu des 250 prévus.²⁸

²⁴ Pièce HQ-2, Document 10, page 1.

²⁵ Pièce HQ-3, Document 1, pages 3 et 4 et HQ-2, Document 10.

²⁶ Pièce HQ-3, Document 1, page 20.

²⁷ Pièce HQ-2, Document 10, page 1.

²⁸ Pièce HQ-3, Document 1, page 5. À noter que l'objectif du programme est 300 GWh bien que l'analyse de rentabilité repose sur seulement 85% de cet objectif, soit 255 GWh.

Impact tarifaire

Compte tenu de la rentabilité du programme, celui-ci n'occasionne, selon Hydro-Québec, aucune pression tarifaire pour l'ensemble des clients. Bien que la presque totalité des dépenses liées aux activités de montage des projets soient encourues entre 2001 et 2003, l'amortissement linéaire de ces dépenses sur une période de 5 ans a un effet stabilisateur. Dès 2003, les ventes additionnelles générées par le programme commencent à exercer des pressions à la baisse sur les tarifs²⁹ et Hydro-Québec estime que l'impact positif du programme, sur la période d'analyse retenue, sera de 5,1 M\$.³⁰

Suivi

Hydro-Québec propose de fournir à la Régie un suivi quadrimestriel pour lui permettre de suivre les interventions commerciales réalisées dans le cadre du programme. Un formulaire est proposé en annexe à la requête.³¹ En audience, Hydro-Québec indique que ce rapport quadrimestriel ne permet pas de donner un état prévisionnel du programme et convient qu'il faudrait convenir d'une autre fréquence pour un rapport portant sur l'atteinte des objectifs fixés.³²

3. LA PREUVE ET LA POSITION DES INTERVENANTS

ARC-FACEF

ARC-FACEF demande à la Régie de ne pas accepter le programme au motif qu'Hydro-Québec n'en a pas démontré la rentabilité, ce qui est une préoccupation essentielle pour les petits consommateurs que cet intervenant représente. Il se rallie aux arguments du RNCREQ pour appuyer sa position.³³

²⁹ Pièce HQ-2, Document 1, p. 13.

³⁰ Pièce, HQ-2, Document 10, page 1.

³¹ Pièce HQ-2, Document 9.

³² NS, volume 1, page 78.

³³ NS, volume 1, page 138.

CERQ

Le CERQ recommande à la Régie d'accepter le programme. Cet intervenant soutient que³⁴, malgré le fait qu'il soit toujours possible d'obtenir des données plus précises, Hydro-Québec a satisfait le test de l'article 74 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*³⁵ (la Loi).

Le CERQ souhaite toutefois qu'un suivi clair et détaillé soit fait du programme SIE-2 pour références futures. Selon lui, si de telles données avaient été disponibles dans la présente cause, les intervenants auraient eu de meilleurs outils pour travailler et un grand nombre de questions auraient pu être évitées.³⁶

Le CERQ déplore que le budget du programme ne prévoit aucun montant pour la recherche et développement (R&D) ou pour le LTÉE.

« À notre avis, il doit y avoir de la recherche et développement qui serait mis de l'avant pour soutenir la mise au point et l'implantation de nouvelles technologies ou pour augmenter l'efficacité d'électrotechnologies déjà déployées dans les programmes antérieurs. On l'a vu à l'aide du témoignage de l'expert du groupe Stratégies et STOP, si on ne fait pas de recherche et développement, bien à plus ou moins long terme, (...) le LTÉE va disparaître (...) »³⁷.

Finalement le CERQ soumet que la durée du programme est trop courte compte tenu que les électrotechnologies exigent beaucoup de temps pour s'implanter et que les programmes commerciaux doivent maintenant être approuvés par la Régie.³⁸

FCEI

La FCEI rappelle qu'elle représente 20 000 PME et que ceux-ci constituent la clientèle directement touchée par le programme pour lequel une autorisation est demandée. Les membres de cette fédération qui ont participé au programme en sont satisfaits. La FCEI recommande à la Régie d'accepter le programme tel que présenté par Hydro-Québec parce que le distributeur en a établi la rentabilité.³⁹

La FCEI demande que le suivi du programme soit amélioré et, à cet effet, elle dépose le document qui sert au suivi du programme commercial approuvé par la Régie dans la cause

³⁴ NS, volume 1, page 231.

³⁵ L.R.Q., c. R-6.01.

³⁶ NS, volume 1, page 231.

³⁷ NS, volume 1, pages 233 et 234.

³⁸ NS, volume 1, page 232.

³⁹ NS, volume 1, page 225.

R-3447-2000.⁴⁰ De plus, la FCEI désire que les données du suivi soient publiques et qu'elles donnent des résultats qui pourraient être utiles dans les causes tarifaires de distribution.⁴¹

RNCREQ

Le RNCREQ reconnaît que le programme favorise l'efficacité énergétique et que, pour cette raison, il aurait aimé pouvoir l'appuyer. Toutefois, il maintient qu'Hydro-Québec n'a pas rencontré le test de la rentabilité que la Régie impose à tous les distributeurs. Il maintient que la preuve d'Hydro-Québec laisse les intervenants dans l'incertitude et il conteste tout particulièrement les hypothèses relatives aux coûts de production et de transport.

« En fait, partout, on postule un tarif de transport et la production, coût de production constant. Je comprends qu'ils n'ont pas de boule de cristal. Mais quant à nous, ce n'est pas réaliste de prévoir ça à moyen et à long terme. (...) ils sont confiants que les coûts globaux seront équivalents aux coûts actuels en fourniture et en transport. (...) Quant à nous, encore une fois, ce n'est pas réaliste. »⁴²

Le RNCREQ conteste aussi la position d'Hydro-Québec à l'effet que les volumes sont tellement petits qu'ils n'ont pas d'impact. Pour cet intervenant, *« Tout volume a un impact, tôt ou tard. »⁴³*

S.É./STOP

S.É./STOP est le seul intervenant à avoir présenté une preuve dans le présent dossier. L'expert de cet intervenant, M. Louis Monier, ing., indique que le mandat qui lui a été donné est *« (...) d'examiner les modalités du programme SIE-2 et de proposer des améliorations éventuelles dans une perspective d'intérêt public et de développement durable. »⁴⁴* Selon cet expert, les travaux qui ont été faits par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont clairement indiqué que les électrotechnologies contribuaient à la réduction des gaz à effet de serre.⁴⁵

Les 18 recommandations mises de l'avant par l'intervenant visent à bonifier de différentes façons le programme proposé par Hydro-Québec :

⁴⁰ Pièce FCEI-1.

⁴¹ NS, volume 1, page 226.

⁴² NS, volume 1, page 220.

⁴³ NS, volume 1, page 222.

⁴⁴ NS, volume 1, page 208.

⁴⁵ NS, volume 1, page 161.

- en portant sa durée à 3 ou même 5 ans : recommandation 2;
- en élargissant sa couverture aux grandes entreprises : recommandation 8;
- en réduisant les exigences d'éligibilité : recommandations 6, 7 et 10;
- en augmentant les garanties de prêts : recommandations 13 et 14; et
- en augmentant les autres ressources disponibles : recommandations 12, 16 et 17.⁴⁶

L'expert établit ainsi les priorités concernant son rapport :

« La priorisation, à mon avis, c'est où aller chercher de l'argent additionnel pour Hydro-Québec et d'avoir des retombées pour le Québec supérieures.(...) l'addition des clients du tarif L, les questions de projets pilotes et évidemment l'augmentation de la garantie de prêt à cinq ou dix millions de dollars (5 M\$ - 10 M\$), seraient, à mon avis, des éléments, je ne dirais pas essentiels mais des éléments prioritaires pour aller chercher des argents additionnels. »⁴⁷

S.É./STOP reconnaît toutefois que les recommandations présentées ne sont pas appuyées par une analyse économique et financière pour en établir la rentabilité et il demande à la Régie de ne pas les rejeter simplement *« (...) parce qu'elles ne sont pas accompagnées de l'analyse économique que la Régie pourrait requérir mais que notre expertise ne nous permet pas de fournir. »⁴⁸* Il propose à la Régie d'utiliser les outils à sa disposition pour que l'analyse économique requise soit effectuée.

Dans son argumentation, Hydro-Québec prend acte de « l'enthousiasme » de S.É./STOP pour le programme SIE-2, mais note l'absence d'étude de rentabilité. Elle indique que certaines recommandations sont de nature à rendre le programme non rentable et son procureur soutient que *« (...) la marge bénéficiaire, dans le tarif L, est telle que l'impact sur la rentabilité du programme, s'il était offert aux clients de tarif L, s'en trouverait affecté négativement. »⁴⁹*

4. OPINION DE LA RÉGIE

En étudiant la requête d'Hydro-Québec, la Régie tient compte des critères mentionnés à l'article 74 de la Loi. Le programme soumis à l'approbation de la Régie se situe dans le cadre d'une activité entreprise par Hydro-Québec en 1985. Le programme SIE-2, comme

⁴⁶ Pièce S.É./STOP-4, Document 1.

⁴⁷ NS, vol. 1, page 174.

⁴⁸ NS, volume 1, page 211.

⁴⁹ NS, volume 1, page 246.

celui qu'il remplace, a pour principal objectif l'augmentation des ventes du distributeur et l'optimisation de ses installations, puisque ces ventes exigent très peu de dépenses additionnelles. De plus, comme ce programme ne s'adresse pas aux marchés du chauffage des locaux et de l'eau où la concurrence est plus forte, la Régie comprend que ce programme aura peu d'impact sur les autres formes d'énergie.

Bien que l'objectif soit toujours le même, les modalités des différents programmes ont été ajustées au contexte. Ainsi, le programme SIE-2 comporte des ajustements par rapport au programme SIE-1. Par exemple, la Régie note que les contributions d'Hydro-Québec ainsi que les risques qu'elle assume sont moindres en comparaison de ceux du programme existant. La Régie accueille favorablement ces ajustements qui reflètent l'évolution du marché, de sorte que les objectifs de vente du distributeur peuvent être atteints à moindre coût.

Ce programme améliore la compétitivité des petites et moyennes entreprises industrielles en favorisant l'implantation d'électrotechnologies performantes. La preuve démontre que la clientèle visée est satisfaite des activités du distributeur dans ce domaine et que le programme répond à un besoin réel, puisque les petites et moyennes entreprises industrielles ne disposent généralement pas des moyens techniques requis.

La durée proposée de 2 ans est reliée à l'évolution du marché qui nécessite des ajustements réguliers et surtout à l'évolution du contexte réglementaire au Québec. La Régie reconnaît, comme l'ont souligné Hydro-Québec et plusieurs intervenants, que des liens existent entre le présent dossier et la première cause tarifaire en distribution. Ainsi, cette durée apparaîtrait sans doute trop courte dans un autre contexte, mais semble adéquate dans les circonstances.

L'article 74 édicte que la Régie doit tenir compte de la rentabilité des programmes commerciaux en considérant leurs impacts sur les tarifs du distributeur. La preuve d'Hydro-Québec démontre que son programme présente un taux de rendement interne de 26 %, que le point mort est atteint avec moins de 50 % des ventes prévues et que le programme exercera des pressions à la baisse sur les tarifs.

Ces résultats présentés par Hydro-Québec reposent sur certains calculs et hypothèses. Ainsi, la Régie constate que les estimations des coûts associés au montage des projets ainsi que ceux reliés aux garanties de prêts sont basées sur l'expérience acquise dans le programme actuel SIE-1. Ces estimations n'ont pas été contestées et la Régie les considère comme raisonnables. De même, la Régie accepte la période d'analyse retenue (2001-2008) qui permet de tenir compte de l'ensemble des coûts encourus par Hydro-Québec.

Par ailleurs, des intervenants ont fait part de leurs préoccupations concernant les hypothèses retenues relativement à l'évolution à long terme des prix de la fourniture et du transport, c'est-à-dire lorsque les besoins des marchés québécois deviendront plus grands que l'énergie patrimoniale disponible. La Régie reconnaît qu'il est impossible d'établir avec certitude les coûts qui prévaudront au cours de la durée d'un programme commercial portant sur plusieurs années. Dans de telles circonstances, il faut déterminer si les données utilisées par le distributeur pour établir ses prévisions sont raisonnables et si la méthodologie retenue est appropriée.

Aucune alternative n'a été proposée à la démarche suivie par Hydro-Québec pour établir la rentabilité du programme et son impact sur les tarifs. Compte tenu de la preuve, la Régie considère, après analyse, que l'approche proposée par le distributeur doit être retenue. Elle croit que le risque associé à l'évolution des prix de la fourniture et du transport est acceptable dans les circonstances, d'autant plus que la rentabilité du programme est maintenue, même lorsque des variations significatives dans les hypothèses sont considérées. Les données fournies par Hydro-Québec confirment donc que le programme rencontre les critères prévus à la Loi puisque la démarche est basée sur des données raisonnables et que la méthodologie est appropriée.

Toutefois, la Régie croit que les coûts de devancement, tant pour le transport que pour la fourniture, auraient pu être traités plus à fond dans la présente cause et demande à Hydro-Québec de mieux documenter cet aspect des coûts lorsqu'elle présentera d'autres programmes commerciaux. Par ailleurs, comme les volumes de ventes prévus sont relativement peu importants et que le programme est d'une durée limitée, cet élément n'est pas de nature à modifier la rentabilité du programme proposé.

Le suivi du programme est très important pour, d'une part, suivre l'évolution du programme et l'atteinte des objectifs et, d'autre part, pour rendre disponibles des données utiles pour références futures. La Régie demande donc à Hydro-Québec de lui remettre un rapport quadrimestriel tel que proposé à la pièce HQ-2, Document 9. De plus, Hydro-Québec devra déposer un rapport d'avancement annuel indiquant dans quelle mesure les objectifs fixés ont été atteints et, le cas échéant, les modifications apportées aux objectifs initiaux.

De l'aveu même de S.É./STOP, les propositions mises de l'avant par son expert ne sont appuyées d'aucune démonstration de leur rentabilité pour le distributeur.

Dans les circonstances présentes, la Régie ne juge pas opportun de demander que des études de rentabilité soient entreprises avant la présente approbation du programme. La preuve

démontre que la prolongation du programme existant répond au besoin de la clientèle visée. Il semble donc opportun de le prolonger tel que présenté par Hydro-Québec.

En plus des propositions contenues dans la preuve de S.É./STOP, d'autres améliorations au programme ont été suggérées. Ainsi, le CERQ et la FCEI ont indiqué, comme S.É./STOP, que la durée de 2 ans leur apparaissait trop courte. Le CERQ a aussi demandé que des fonds pour la R&D soient prévus au programme SIE-2.

La Régie demande à Hydro-Québec, lorsqu'elle soumettra une demande de renouvellement comme elle en a elle-même exprimé l'intention, d'étudier l'opportunité d'inclure au programme certaines des propositions mises de l'avant dans la présente cause, notamment celles visant à étendre le programme aux grandes entreprises, à envisager une durée de 3 à 5 ans et à prévoir plus de ressources pour certains éléments du programme. Ces propositions pourront alors être jugées selon leurs mérites propres.

VU ce qui précède;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la Régie de l'énergie*⁵⁰ et notamment les articles 49 et 74;

CONSIDÉRANT le *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*⁵¹;

La Régie de l'énergie :

APPROUVE la reconduction du programme commercial d'Hydro-Québec appelé Service à l'implantation des électrotechnologies, phase 2, tel que décrit à la pièce HQ-2;

ÉTABLIT la période d'admissibilité au programme à deux ans à partir de la date de la présente décision ;

PERMET à Hydro-Québec d'amortir sur une période de cinq (5) ans, comme frais reportés, les coûts du programme reliés au montage des projets tels que décrits à la section 4.4.4 de la

⁵⁰ L.R.Q., c. R-6.01.

⁵¹ R.R.Q. 1981, c. R-6.01, r. 0.2.

pièce HQ-2, Document 1, et ce, jusqu'à concurrence de 6,614 M\$, tout solde non amorti étant inclus à la base de tarification;

PERMET à Hydro-Québec d'inclure dans sa base de tarification les coûts reliés au montage des projets tels que décrits à la section 4.4.4 de la pièce HQ-2, Document 1, conformément aux prescriptions de l'article 49(1) de la Loi;

ORDONNE à Hydro-Québec de lui soumettre un rapport quadrimestriel tel que proposé à la pièce HQ-2, Document 9;

ORDONNE à Hydro-Québec de soumettre annuellement un rapport d'avancement indiquant dans quelle mesure les objectifs fixés ont été atteints et, le cas échéant, les modifications apportées aux objectifs initiaux;

DEMANDE à Hydro-Québec, lorsqu'elle soumettra, le cas échéant, une demande de renouvellement, d'étudier l'opportunité d'inclure au programme certaines des propositions mises de l'avant dans la présente cause, notamment d'étendre le programme aux grandes entreprises, d'envisager une durée de 3 à 5 ans et de prévoir plus de ressources pour certains éléments du programme;

PERMET aux intervenants de soumettre leur demande de paiement de frais détaillés, respectant le *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*⁵² et la décision D-99-124 relative au *Guide de paiement des frais des intervenants*, dans les trente jours suivant la présente;

⁵² R.R.Q. 1981, c. R-6.01, r.0.2.

RÉSERVE sa décision sur l'utilité de la participation des intervenants au présent dossier et sur l'établissement du quantum des frais devant leur être accordés.

Jean-Noël Vallière
Régisseur

Marc-André Patoine
Régisseur

François Tanguay
Régisseur

Liste des représentants :

- Action Réseau consommateur et Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale (ARC/FACEF) représentée par M^e Hélène Sicard;
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ) représenté par M^e Claude Tardif;
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) représentée par M^e André Turmel;
- Hydro-Québec représentée par M^e F. Jean Morel;
- Option Consommateurs (OC) représentée par M^e Éric Fraser;
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) représenté par M^e Pierre Tourigny;
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) représentée par M^e Jocelyn B. Allard;
- Stratégies Énergétiques et Groupe STOP (S.É./STOP) représenté par M^e Dominique Neuman;
- Régie de l'énergie représentée par M^e Pierre Rondeau.